

Mobilisation le 31 mai contre le gel des salaires

INFOS GENERALES

Posté par :

Publié le : 13/5/2011 10:30:00

Mobilisation le 31 mai contre le gel des salaires



L'ensemble des organisations syndicales des fonctionnaires appellent ce jour-là des grèves et des manifestations contre la politique d'austérité salariale imposée aux fonctionnaires par le gouvernement. Pour la fédération FO, «trop, c'est trop!».

Le gel des salaires ne passe pas dans la fonction publique. Les huit syndicats de fonctionnaires (FO, CFDT, CFTC, CGC, CGT, FSU, UNSA et Solidaires) ont appelé vendredi dernier les quelque 5,2 millions de personnels de l'Etat, de la Territoriale et des hôpitaux à se mobiliser fortement le 31 mai prochain. Une journée de grèves et de manifestations contre la politique d'austérité salariale du gouvernement qui vient de décider, pour la deuxième année consécutive, de geler le point d'indice, pierre angulaire de l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Alors que l'inflation avoisine cette année les 2% et que la perte de pouvoir d'achat des personnels atteint 10% sur les dix dernières années, les syndicats exigent «une augmentation immédiate et conséquente du point d'indice». Celui-ci doit rester, soulignent-ils, un élément incontournable et prioritaire en matière de rémunération dans les trois versants de la fonction publique et non un paramètre parmi d'autres, comme le soutient Bercy.

La mobilisation du 31 mai s'inscrit dans un contexte plus que jamais marqué par les suppressions d'emplois et la dégradation des conditions de travail en raison de la révision générale des politiques publiques (RGPP). «Trop, c'est trop!» tempête la secrétaire générale de la fédération FO-fonctionnaires Anne Baltazar, avant d'expliquer, que «les agents en ont assez de voir leur travail et leur missions autant dévalorisés par une politique de rigueur dont il ne voit plus la fin et encore moins l'efficacité». Pour cette journée d'actions, son organisation déposera un préavis de grève nationale pour dire aussi stop à la casse du service public et de ses agents.